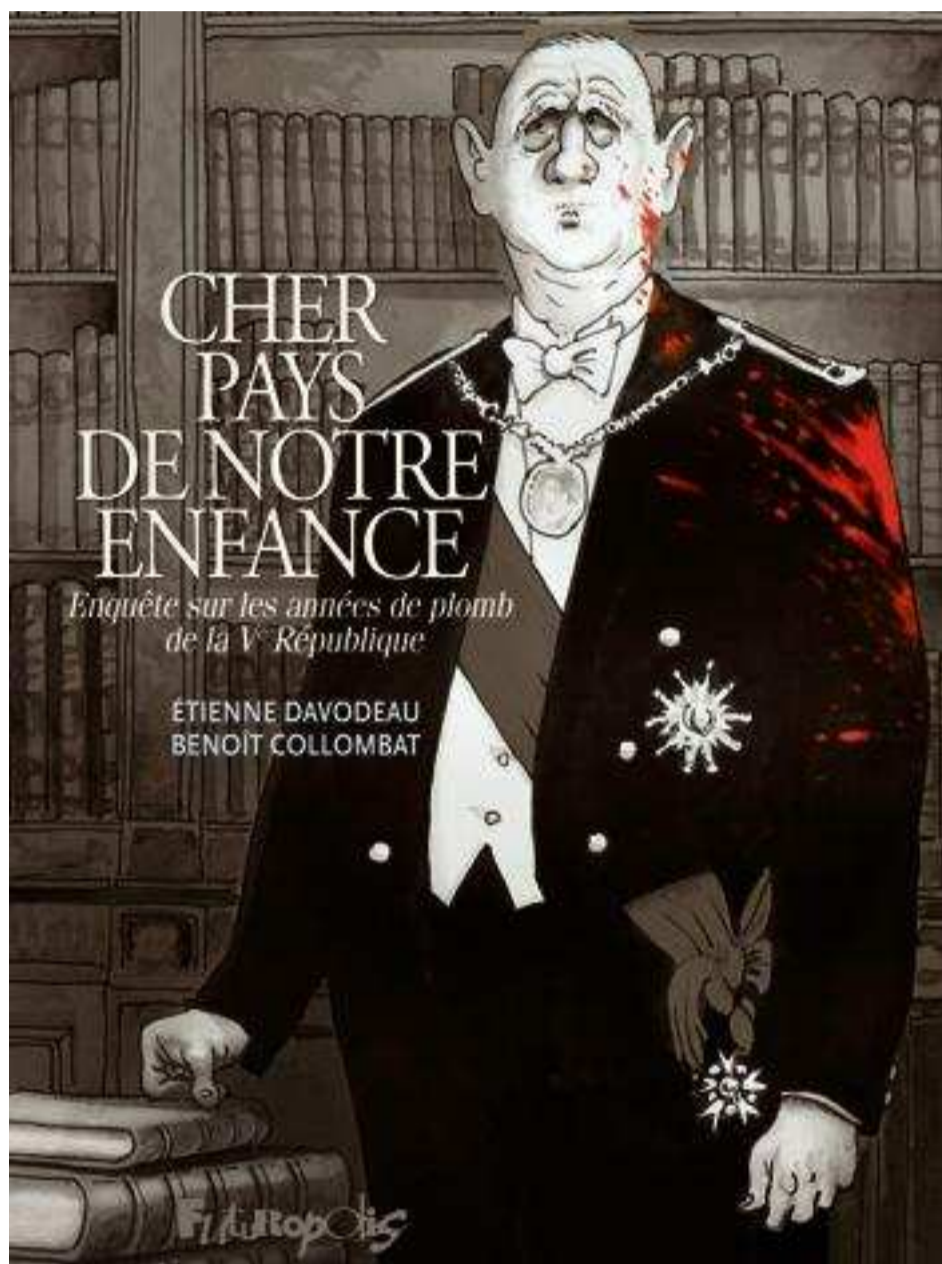


5 GRANDES UTOPIES  
« Utopia », de Thomas More, publié en 1516

6 LA VÉRITÉ SI JE MENS  
Les aveux de l'avocat François Saint-Pierre

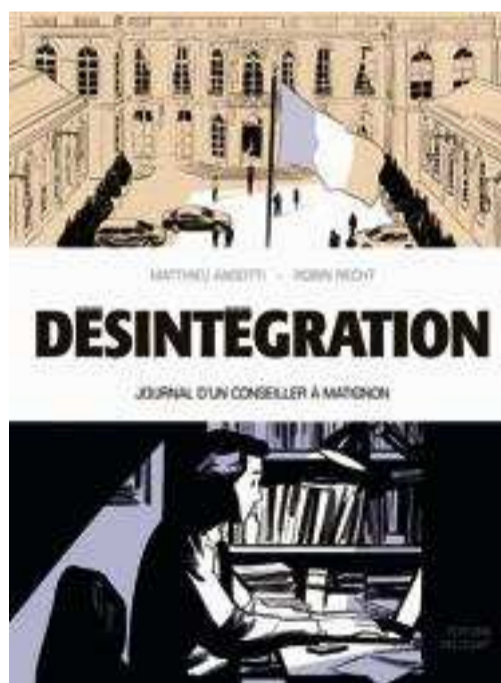
7 OBJETS DE COMPAGNIE  
Echo Look, la machine qui vous rhabille



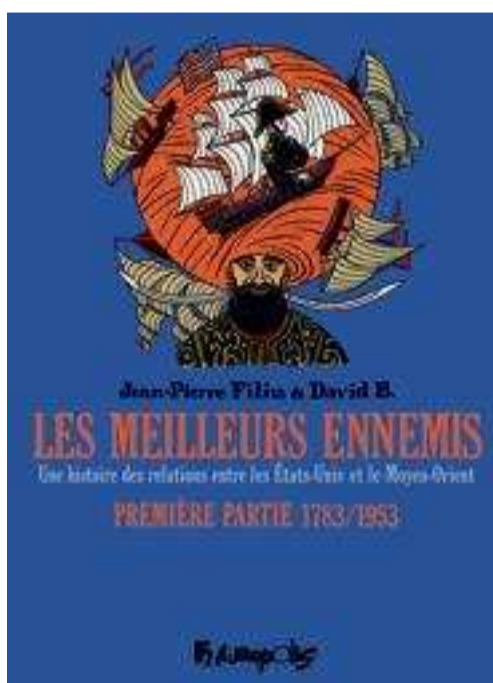
Futuropolis

# LA BD ENTRE EN POLITIQUE

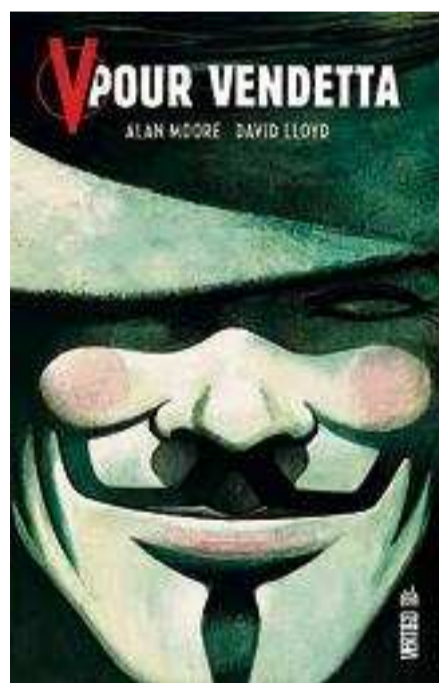
De Matignon à Marine Le Pen, de la révolution iranienne aux terrains de guerre, plus aucun sujet ne les arrête : les auteurs de BD abordent désormais le réel sous toutes ses facettes, par le biais du reportage, de la biographie et du documentaire



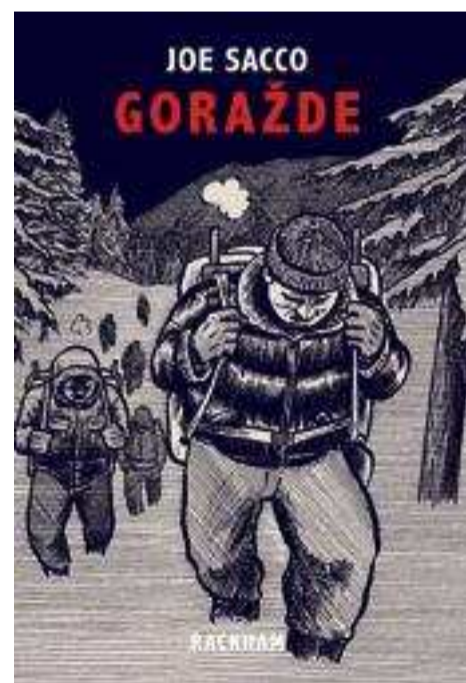
Delcourt



Futuropolis



Vertigo



Rackam

FRÉDÉRIC POTET

Conseiller sur les questions d'intégration auprès du premier ministre Jean-Marc Ayrault entre 2012 et 2014, Matthieu Angotti avait été recruté en raison de son profil atypique. Ni énarque ni issu du sérail politique, il travaillait alors dans le milieu associatif. Sa démarche littéraire est tout aussi atypique aujourd'hui. Plutôt que de relater son expérience dans un livre de type essai ou témoignage, Matthieu Angotti a préféré faire une bande dessinée. Réalisé avec le dessinateur Robin Recht, *Desintégration* (Delcourt, 144 p., 17,95 euros) raconte Matignon de l'intérieur. Les réunions jusqu'au bout de la nuit, les allers-retours d'un cabinet à

l'autre, les arrangements de dernière minute, les arbitrages budgétaires...

« Avec un livre traditionnel, j'aurais sans doute eu du mal à me défaire des travers de ce genre d'ouvrage, comme le règlement de comptes, explique-t-il. Le dessin rend immédiatement palpables des situations qu'il faudrait des pages à raconter par écrit. Il permet également au lecteur de se projeter dans la peau du narrateur par le canal émotionnel. Telle était mon intention. » Cousin lointain, et moins enlevé, du *Quai d'Orsay* (Dargaud, 2010) de Christophe Blain et Abel Lanzac (un ancien diplomate décrivant son quotidien au ministère des affaires étrangères), *Desintégration* ne fait pas que décrire la vie trépidante des conseillers ministériels. L'album décrypte également comment une

réforme symbolique pour la gauche – la refondation de la politique d'intégration – a été détricotée. Il illustre, aussi, la maturité nouvelle du 9<sup>e</sup> art, que plus aucun sujet n'arrête.

#### Têtes de loups et de lapins

La bande dessinée vit une mue importante depuis quelques années. Elle s'est emparée du réel en investissant des genres auxquels elle était peu habituée : le reportage, la biographie, la vulgarisation, le documentaire. Et la politique comme l'histoire contemporaine ont pris une place non négligeable dans la production. Autre titre symptomatique de cette tendance : *La Présidente* (Les Arènes, 2015-2017). Fruit de la collaboration entre l'universitaire François Durpaire et le dessinateur

Farid Boudjellal, ce récit d'anticipation imagine ce que deviendrait la France si Marine Le Pen accédait à l'Élysée. Le triptyque s'est vendu à 200 000 exemplaires.

L'intérêt porté par la BD au fait politique n'est pas nouveau pour autant. L'un des jalons les plus importants dans l'édification du médium n'est-il pas *Tintin au pays des Soviets* (1930), dans lequel Hergé donne naissance à son héros par le biais d'un brûlot anticommuniste ? Si l'on revient aux origines de la représentation figurative, on vérifiera que l'événement politique a de tout temps été dessiné. En témoignent la tapisserie de Bayeux (XI<sup>e</sup> siècle), l'Imagerie d'Épinal (fondée en 1796) ou la caricature de Louis-Philippe en poire par Daumier (1831). Il faudra du temps, toutefois, à la bande dessi-

née pour aborder de front un sujet aussi sérieux que la politique.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les illustrés sont contrôlés par les mouvements catholiques, et la BD se retrouve enfermée dans le carcan de la littérature jeunesse. En juillet 1949, une loi sur « la surveillance des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence » va passer au filtre de la censure les lectures des petites têtes blondes. Pas question de faire naître chez celles-ci l'amorce d'une conscience politique.

Un album notable est néanmoins publié pendant cette période : *La bête est morte* (1944), d'Edmond-François Calvo, un portrait de la France occupée dans lequel les soldats allemands ont des têtes de loup et les Français l'aspect de lapins.

LIRE LA SUITE PAGE 2 ▶

LA BD ENTRE EN POLITIQUE

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Le procédé de la métaphore animale sera repris, trois décennies plus tard, par Art Spiegelman dans *Maus*, le récit des souvenirs de son père, rescapé d'Auschwitz. Bestiaire de souris (les juifs) et de chats (les nazis), l'ouvrage remportera le prix Pulitzer. Le 9<sup>e</sup> art est désormais passé à l'âge adulte.

En France, Pierre Christin et Enki Bilal font revivre aux lecteurs de *Pilote* l'époque des Brigades internationales dans *Les Phalanges de l'ordre noir* (Dargaud, 1979), avant d'anticiper la chute du bloc soviétique dans *Partie de chasse* (Dargaud, 1983). Au Japon, Keiji Nakazawa retrace le parcours de sa famille après les bombardements atomiques de 1945 dans *Gen d'Hiroshima* (1973). Aux Etats-Unis, l'industrie du *comic book* voit émerger un nouveau type de récit, appelé *relevant comics*, dans lequel sont abordés des sujets tels que le racisme, la religion, le féminisme et la politique. Maître du genre, Alan Moore traitera du fascisme et de l'anarchie dans *V pour Vendetta* (1982). Avec *Watchmen* (1986), il remet en question la figure du superhéros dans une Amérique ayant gagné la guerre du Vietnam.

Révolution

Force de projection et outil de synthèse, le dessin s'avère un allié de choix pour qui veut rendre compte d'une complexité sociale auprès d'un large public. Quand, au tournant du nouveau millénaire, la BD française s'entiche d'autobiographie, la thématique politique produit des œuvres majeures. Ainsi *Persepolis* (L'Association, 2000-2003), suite de quatre albums dans lesquels Marjane Satrapi relate sa jeunesse en Iran. Ou *Les Mauvaises Gens* (Delcourt, 2005), où Etienne Davodeau raconte la vie de ses parents syndicalistes dans la région conservatrice des Mauges.

Davodeau est un peu le « spécialiste » du genre : en 2015, il a enquêté sur les relations vénéneuses de la V<sup>e</sup> République avec le Service d'action civique (SAC, le bras armé du parti gaulliste). Coécrit avec Benoît Collombat, grand reporter à France Inter, *Cher pays de notre enfance* (Futuropolis) est l'un des meilleurs exemples de ce que la bande dessinée peut apporter au journalisme, et réciproquement : fabriquer du sens et de la tension narrative à partir de faits réels.

On citera également les reportages de guerre de l'Américain Joe Sacco – en Palestine, Irak, Caucase, Bosnie ; les carnets de voyage de Guy Delisle – *Pyongyang* (L'Association, 2003), *Chroniques birmanes* et *Chroniques de Jérusalem* (Delcourt, 2007 et 2011) – ; le récit de jeunesse de Riad Sattouf dans la Libye de Kadhafi et la Syrie d'Hafez Al-Hassad (*L'Arabe du futur*, Allary, 2014-2016)... Sans oublier les « immersions politiques » de Mathieu Sapin, auteur notamment du *Château* (Dargaud, 2015), un compte rendu de ses visites répétées au palais de l'Élysée pendant un an.

Signe supplémentaire d'un décloisonnement tous azimuts, on voit désormais des intellectuels se muter en auteurs BD. Spécialiste du monde arabo-musulman, l'historien Jean-Pierre Filiu a produit un essai sur les relations entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient avec David B (*Les Meilleurs Ennemis*, Futuropolis, 2014). Son homologue Benjamin Stora a publié une *Histoire dessinée de la guerre d'Algérie* (Seuil, 2016) avec Sébastien Vassant. A la rentrée, l'écrivain-enquêteur Patrick Rotman cosignera le premier titre d'un partenariat éditorial entre le Seuil et Delcourt, à travers une évocation de la révolution d'Octobre. Révolution, c'est bien le mot. ♦

FRÉDÉRIC POTET

La semaine prochaine : comment assainir le débat public sur le Net ?

Pour Pascal Ory, historien et critique de BD, le rapport entre le 9<sup>e</sup> art et la politique est désormais explicite. Situant l'auteur de bandes dessinées à mi-chemin entre l'artiste plasticien libéral-libertaire et le journaliste

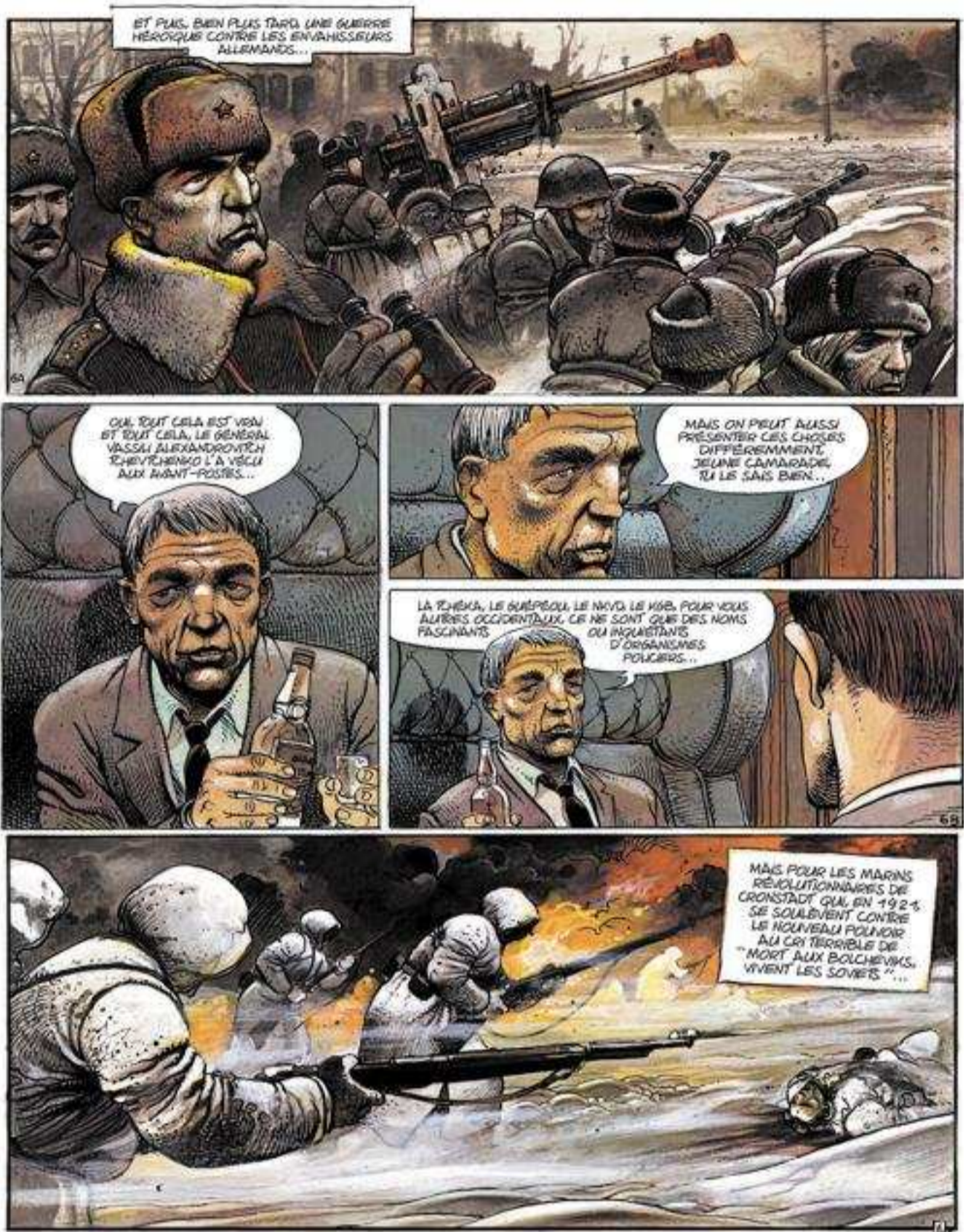


Planche extraite de « Partie de chasse » (Dargaud, 1983), d'Enki Bilal et Pierre Christin · Enki Bilal

# BÉDÉASTES À BÂBORD

**P**rofesseur d'histoire à la Sorbonne (Paris-1), Pascal Ory est spécialiste de l'histoire politique et sociale contemporaine de la France. Auteur de plusieurs ouvrages et de dizaines d'articles de revues, il est critique de bandes dessinées (BD) depuis deux décennies, dans les magazines *Lire* et *L'Histoire*. Directeur de l'ouvrage *L'Art de la bande dessinée* (Citadelles/Mazeno, 2012), Pascal Ory est également l'auteur du *Petit Nazi illustré* (Albatros, 1979), dont la réédition en 2002 chez Nautilus a été révisée et augmentée.

**Qu'apporte la BD à un sujet aussi sérieux, austère et surmédiatisé que la politique ?**

Depuis ses origines, la BD a toujours été porteuse d'une idéologie politique, la plupart du

temps implicite. En travaillant sur un journal qui était destiné aux enfants sous l'Occupation allemande, *Le Téméraire*, j'ai découvert un périodique savamment composé qui diffusait, de manière systématique, une idéologie non seulement pétainiste, mais intégralement nazie : ce n'était que la forme extrême d'un rapport standard d'endoctrinement de la jeunesse – endoctrinement

**« En devenant art à part entière, la BD a conquis des terrains qui lui étaient interdits jusque-là, l'autobiographie et le reportage »**

qu'alimentaient par ailleurs, à un moindre degré, les catholiques et les communistes. Avec l'émancipation de la fin des années 1960, à l'époque de *Pilote* et des premiers fanzines « rebelles » de part et d'autre de l'Atlantique, le rapport d'une BD désormais adulte au politique est devenu plus explicite.

**En quoi cette BD politique se distingue-t-elle de la caricature politique ?**

Il faut distinguer la caricature, qui est affaire d'esthétique, du dessin d'humour, qui est affaire d'éthique. Certains dessinateurs sont portés à la « charge » sans être à proprement parler des auteurs politiques – Gotlib, par exemple –, mais d'autres, tel Etienne Davodeau, sont de grands bédéastes politiques sans recourir aucunement à la caricature. Rares sont les auteurs qui, comme Cabu ou Pétillon, tous deux collaborateurs du *Canard enchaîné*, ont pratiqué simultanément BD et dessin d'humour.

**Le clivage droite-gauche s'exprime-t-il dans la BD politique ?**

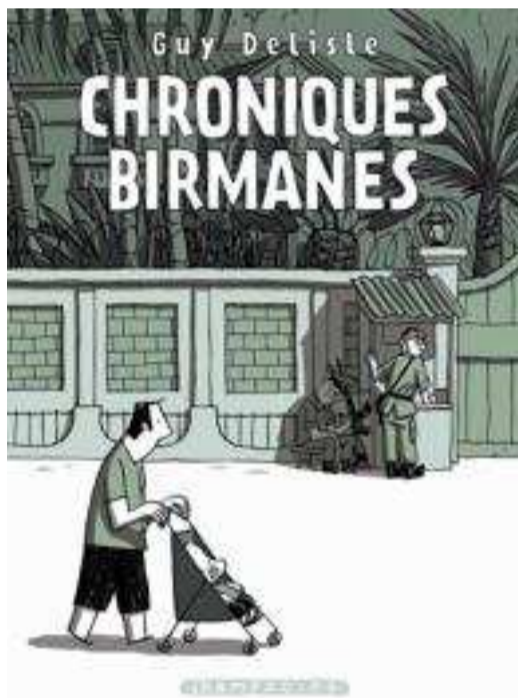
Le contraire aurait été étonnant. Mais ici, comme dans la société artistique en général, la gauche l'emporte nettement sur la droite. Il s'y ajoute une généalogie qui rattache encore la BD moderne à la « contre-culture », produisant une posture anarchiste. Il est possible que le mouvement commence à décliner, ne serait-ce que pour des raisons sociales : le marché de l'art est en train de transformer le bédéaste en artiste plasticien libéral-libertaire. Le tonus révolutionnaire s'en ressent.

**Quel rôle joue cette production artistique sur la désaffection des opinions à l'égard de la politique ?**

« Depuis ses origines, la BD a toujours été porteuse d'une idéologie politique, la plupart du temps implicite »



Gallimard



FRANCOIS\_L/Delcourt



Planche extraite de « Persepolis » (L'Association, 2007), de Marjane Satrapi

Il faudrait examiner de plus près cette fameuse « désaffection » : il me semble qu'il s'agit plutôt d'un processus d'individualisation, conduisant à une remise en cause de toutes les formes d'autorité – du politique à l'intellectuel, du journaliste au médecin. La « religion » artiste, dont a fini par bénéficier le bédéaste comme les autres, commence elle-même à donner des signes de faiblesse.

**Par quels codes, quels procédés narratifs, la BD rend-elle la compréhension du réel plus accessible ?**

Je ne suis pas sûr que la BD bénéficie d'un avantage comparatif net par rapport au théâtre ou au cinéma politiques. Mais l'image dispose d'un fort potentiel manipulateur, qu'ont su de tout temps utiliser les propagandes de toutes sortes. La BD cumule les charmes (au sens étymologique de sortilèges) de l'image et du récit, en y ajoutant la maniabilité du livre – puisque aujourd'hui le périodique de BD a quasiment disparu et que le genre peine encore à s'imposer sur Internet.

Voilà pourquoi se sont multipliés, depuis une décennie, les seuls livres que tout un lecteur ne lira jamais sur la Révolution française, l'aventure napoléonienne, la guerre d'Espagne ou la guerre froide. On compte déjà une bonne centaine d'albums consacrés à la guerre de 14-18, mais aussi deux BD sur la mort de Staline – sans compter la vogue des uchronies, comme l'astucieuse série *Jour J*.

Dans de rares cas, l'association d'un grand dessinateur et d'un expert reconnu peut aussi produire des objets graphiques inclassables : ainsi *Les Meilleurs Ennemis*, de Jean-Pierre Filiu et David B., qui réussit la prouesse de raconter en images fortes et

en trois volumes deux siècles et demi de relations entre les Etats-Unis et le monde musulman.

**Après l'écrivain engagé, peut-on parler du dessinateur engagé ?**

Assurément ! C'est l'un des effets de la promotion de la BD au rang d'art à part entière. Mais, comme pour l'écrivain, la formule est aujourd'hui à la fois obsolète et pesante : face à un Tardi ou un Joe Sacco, qui ne cachent pas leur engagement, on compte des milliers d'auteurs (parmi lesquels il faudrait distinguer les scénaristes des dessinateurs et des auteurs complets) dont l'analyse politique ne va pas au-delà d'une dénonciation humaniste de la dictature ou du racisme.

L'engagement est surtout rétrospectif : on parle du pacifisme, mais on le rapporte à 1914, on évoque l'anarchisme, mais en 1936. La perspective d'une victoire de Marine Le Pen a toutefois suscité des albums nettement engagés contre le populisme de droite, comme *La Présidente*, et les tragédies du Moyen-Orient ont multiplié les récits journalistiques et les témoignages en BD.

**La subjectivité assumée de l'auteur de BD est-elle un mal nécessaire ?**

Elle est attendue de la part du lectorat arty, qui prend vraiment la BD comme un 9<sup>e</sup> art, disposant de sa propre « politique des auteurs ». Elle permet aussi de faire passer des choix idéologiques personnels par le biais de l'autobiographie, aussi bien les combats de gauche d'Etienne Davodeau que l'empathie amusée d'un Mathieu Sapin quand il s'immisce dans la vie quotidienne du président Hollande. Le succès de *Quai d'Orsay* a tenu, là aussi, à la constitution d'un

couple talentueux, unissant un grand dessinateur, Christophe Blain, à la démarche autobiographique d'un brillant apprenti diplomate, Antonin Baudry.

**Les longs récits biographiques – l'enfance de Marjane Satrapi en Iran, la vie du père d'Art Spiegelman dans les camps de l'Allemagne nazie – cèdent peu à peu leur place à de véritables reportages en BD. Les dessinateurs deviennent-ils de nouveaux journalistes ?**

Le mouvement a commencé à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En devenant art à part entière, la BD a conquis des terrains qui lui étaient interdits jusque-là, principalement l'autobiographie et le reportage. La revue *XXI* l'a bien compris. La forte tendance individualiste de notre époque confère à Joe Sacco, véritable inventeur du reportage en BD sur des terrains aussi brûlants que l'Irak, la Bosnie ou la bande de Gaza, une forte capacité à imposer son du regard.

Mais le succès d'un observateur nettement moins situable comme Guy Delisle, qui essaye de s'effacer au maximum derrière une expérience au premier degré, racontée avec des moyens graphiques pauvres, touche peut-être plus profondément son lecteur. Après l'avoir fait pénétrer dans l'ordinaire ô combien problématique de Pyongyang ou de Jérusalem, il a donné un chef-d'œuvre avec *S'enfuir* : le récit d'un otage, Christophe André, dans la Tchétchénie des années 1990. Ainsi s'explique également le succès populaire de Riad Sattouf, qui fait passer ici et là tout un « message » non sans rapport avec la politique par l'entremise d'un témoignage à la première personne. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR GA. M ET F. P.

TRIBUNE

LES BULLES EXPLORENT LEUR TEMPS

PAR PIERRE CHRISTIN

Pendant de longues années, la règle non écrite en bande dessinée, à de rares exceptions près, était de ne surtout pas parler de politique. Derrière cette attitude : l'ombre de la loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, qui énumérait un certain nombre d'interdits à vocation moralisatrice. A quoi s'ajoutait, de la part de l'Eglise catholique, une entreprise de quadrillage de la presse jeunesse, aboutissant là encore à l'évitement systématique des sujets pouvant fâcher. Jusqu'aux années 1970, la BD est ainsi pratiquement absente de tout débat politique, aussi bien comme acteur que comme objet. *Hara-Kiri*, puis *Charlie* se chargent d'alimenter la polémique, on s'interroge pour savoir si Astérix est trop cocardier, quelques titres plus ou moins éphémères autour de Mai 68 font appel à des auteurs de BD.

L'appareil de légitimation critique et de reconnaissance journalistique n'en reste pas moins largement indifférent aux nouveautés qui se multiplient. Même si c'est le moment où s'amorce un point de retournement.

C'est en effet l'époque du « tout est politique », et la BD n'échappe pas à l'esprit du temps. Le recrutement social généralement modeste des auteurs y joue certainement un rôle, car ils sont, pour la plupart, très loin de l'esthétique des écrivains ou artistes « bourgeois ». Ils vont faire émerger des sujets nouveaux, et n'hésitent pas – tels Gotlib ou Reiser – à les traiter sur un mode gouailleux, qui fera longtemps taxer le genre de vulgaire par les beaux esprits. Seule Claire Bretécher, tout aussi incisive qu'eux, mais nettement plus chic, échappe à l'opprobre et s'installe dans les pages du *Nouvel Observateur*.

L'apparition de nouveaux genres contribue également à l'évolution des thèmes. Ainsi, la montée en puissance de la science-fiction va permettre d'évoquer des problèmes très contemporains dans des récits postapocalypse nucléaires – on est encore dans la guerre froide.

On aborde dans diverses uchronies d'inquiétantes bifurcations historiques : ce sont par exemple – à la suite de grands auteurs de SF américains – les nazis qui ont gagné la guerre ou bien les extraterrestres qui règnent en maîtres (ou pire encore en secret) sur les humains. Le fantastique se renouvelle lui aussi : quittant le vieil attirail du roman gothique, il s'inscrit dans l'actualité et donne matière à des dystopies – ou dérèglements du monde de nature anti-utopique. La mégapole moderne monstrueuse, mi-féodale et mi-punk, mi-techno et mi-cloaque, devient le lieu

d'élection de nombreux récits fantasmagoriques. Vers la fin du siècle, d'autres tendances narratives se font jour, notamment sous la forme du « roman graphique » abandonnant l'album pour le petit format. Avec l'autofiction, le reportage, l'investigation, le récit de voyage, le souvenir (*Maus*, d'Art Spiegelman, en est l'une des œuvres fondatrices), la BD se donne enfin les moyens d'aborder tous les domaines. Pour ma part, j'ai tenté dès les années 1960, avec *Valérian* – un space opera à thèmes dessinés par Jean-Claude Mézières –, d'explorer des sujets alors en friche comme l'écologie, la lutte des femmes, la montée des multinationales, la globalisation. Un peu plus tard, c'est avec Jacques Tardi, dont c'était le premier album, que nous avons réalisé *Rumeurs sur le Rouergue*, renouant avec les légendes paysannes pour mieux dénoncer la mainmise du big business sur le vieux monde.

**Le grand récit du présent**

Avec Enki Bilal, dans *Les Phalanges de l'Ordre noir*, nous abordons le terrorisme d'extrême gauche des années de plomb ; dans *Partie de chasse*, la dégénérescence du régime soviétique dans lequel tant de gens voient encore la possibilité d'un « avenir radieux ». Plus tard encore, c'est avec André Juillard que j'approche la question du Moyen-Orient, en particulier le rôle des femmes dans le djihad... avant même qu'elles ne se fassent kamikazes.

Bien d'autres dessinateurs et scénaristes vont s'engager dans le grand récit du présent avec conviction et talent, faisant entrer de nouveaux sujets dans l'univers de la BD. La province et la banlieue par exemple, avec Baru, Gibrat, Larcenet, Davodeau, Lupano et tant d'autres. La haute politique et la castagne périurbaine, avec *Quai d'Orsay*, de Christophe Blain et Abel Lanzac, ou *Pascal Brutal*, de Riad Sattouf. La féminisation de la profession apporte souvent une intériorité qui faisait défaut au genre mais qui, avec Lisa Mandel par exemple, n'est pas moins politique que les chroniques lointaines de Guy Delisle ou l'enfance iranienne de Marjane Satrapi. Avec les jeunes blogueurs actuels, la veine politique est loin de s'éteindre et prend souvent la forme de comédie de mœurs urbaine.

Même si la BD classique d'aventures, d'heroic fantasy ou d'humour est heureusement toujours bien vivante, toute une fraction de la production s'est désormais engagée dans son temps, quittant un monde de conventions pour se coller au réel et rejoindre la cohorte des romanciers, plasticiens, cinéastes, musiciens jadis si éloignés d'elle. ♦

Pierre Christin est écrivain et scénariste de bande dessinée

## LA BD ENTRE EN POLITIQUE



Dessin extrait de « La Balade nationale », d'Etienne Davodeau et Sylvain Venayre, qui paraîtra le 12 octobre • AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DES ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE ET DE « LA REVUE DESSINÉE »

## DES HISTORIENS ET DES DESSINATEURS DÉPOUSSIÈRENT L'HISTOIRE DE FRANCE

Quatre volumes par an jusqu'en 2022! Le projet est ambitieux, et s'élève à plusieurs centaines de milliers d'euros: une collection intitulée « Histoire dessinée de la France », en vingt volumes, dont le premier tome, *La Balade nationale*, paraîtra le 12 octobre (160 pages, 22 euros). « On veut montrer à travers le médium de la bande dessinée qu'un récit scientifique et mis à jour de l'histoire de France, débarrassée de ses images d'Épinal, est possible », souligne Hugues Jallon, PDG des éditions La Découverte, qui en est le coéditeur avec Franck Bourgeron, rédacteur en chef de *La Revue dessinée*. Le projet est né en 2013 de la rencontre entre ces deux hommes et l'historien Sylvain Venayre, autre passionné du 9<sup>e</sup> art à qui a été confiée la direction de la collection. Raconter l'histoire de France en bande dessinée n'est pas nouveau,

comme en témoigne la collection publiée par les éditions Larousse dans les années 1970. Mais quarante ans plus tard, « il fallait proposer quelque chose de différent », constate Franck Bourgeron. « L'histoire en BD avait pris du retard en historiographie », ajoute Hugues Jallon. Et puis le public a changé: « On n'écrit pas l'histoire comme on l'écrivait il y a quarante ou cinquante ans. »

**Intrigue fictionnelle**

Question originalité, les auteurs ont, semble-t-il, gagné leur pari. Dans l'intention d'abord: au-delà du récit d'un fait historique et de l'enquête scientifique à laquelle il donne lieu, les responsables de cette histoire dessinée ont ajouté celui d'une intrigue fictionnelle.

Dans *La Balade nationale*, par exemple, cinq personnages – Jeanne d'Arc, Molière, Marie Curie, Jules

Michelet et le général Thomas Alexandre Dumas, père d'Alexandre Dumas – s'embarquent dans une folle aventure à travers l'Hexagone en transportant le cercueil du maréchal Pétain qu'ils ont dérobé sur l'île d'Yeu. Étonnant et hilarant. Originalité encore dans la composition des tandems historien-dessinateur. « Les historiens ne sont pas là seulement en tant qu'experts: on leur demande de coproduire un récit avec l'auteur de BD », raconte Sylvain Venayre. Faciliter des rencontres entre des personnes qui ne se connaissent pas n'a rien d'évident.

**Le fil conducteur des vingt volumes, c'est la liberté laissée aux auteurs**

Parfois la mayonnaise prend – le duo Sylvain Venayre et Etienne Davodeau en est le bon exemple –, « parfois l'historien a du mal à se prêter au jeu ou a des idées préconçues sur la BD, ou bien le dessinateur ne trouve pas la solution narrative », confie Hugues Jallon.

Mayonnaise ou pas, sept autres volumes sont déjà sur les rails: *L'Enquête gauloise* (Jean-Louis Brunaux et Nicoby, *La Gaule romaine* (Blaise Pichon et Jeff Pourquié), *Les Mérovingiens* (Bruno Dumézil et Hugues Micol), *Les Carolingiens* (Sylvie Joye et Jorge Gonzalez), *Le Moyen Âge central – X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles* – (Florian Mazel et Vincent Sorel), *Les XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles* (Fanny Madeline et Daniel Casanave), *La Guerre de Cent Ans* (Etienne Anheim, Valérie Theis et Sophie Guerrive). Chaque volume se compose de 110 pages de BD suivies de 50 pages de notes approfondies ou de petites séquences de BD (10-30 pages) qui alternent avec dossiers synthétiques.

Dernière singularité de ce projet monumental: les éditeurs veulent tordre le cou à la vieille chimère du roman national. « Il fallait trouver une forme nouvelle par rapport à la BD historique, dépassée car souvent traitée par les grands événements et

les grands personnages », détaille Franck Bourgeron. Le fil conducteur des vingt volumes, c'est la liberté laissée aux auteurs: pas d'unité de style ni de figure imposée. « Cette variété de styles graphiques exprime à sa façon le refus du roman national », précise Sylvain Venayre, qui a lui-même participé à l'*Histoire mondiale de la France* (Seuil, 800 pages, 29 euros) sous la direction de Patrick Boucheron, l'un des artisans de l'histoire globale en France.

Façonné au XIX<sup>e</sup> siècle, le roman national est « une succession d'images qui, loin de restituer la réalité du passé, le cache et le simplifie, poursuit-il. Et se servir des images pour montrer ce que les images ont fait à la connaissance du passé, c'est une extraordinaire opportunité pour les historiens! »

S'inscrivant dans la veine des *visual studies* (études de l'histoire par les images), cette « histoire dessinée de la France » s'adresse aux collégiens comme aux adultes. Pour leur proposer, insiste Sylvain Venayre, « autre chose que les représentations idéologiques [que] des Stéphane Bern et Eric Zemmour » donnent d'une histoire de France qui n'a jamais vraiment existé. ♦

GAÏDZ MINASSIAN

LES INTELLECTUELS CONSACRENT (ENFIN) LE 9<sup>E</sup> ART

Le sacre de la bande dessinée, carrément! Le titre du dernier numéro de la revue *Le Débat* (mai-août 2017) mettra du baume au cœur chez tous ceux qui, dans le 9<sup>e</sup> art – auteurs, lecteurs, éditeurs, chroniqueurs –, avaient fini par se persuader que le milieu intellectuel ne comprendrait jamais rien à leur discipline. Trop longtemps soupçonnée d'infantiliser les masses, la BD voit rompre peu à peu les digues du mépris qu'ont bâties autour d'elle les tenants de la « haute culture ».

L'exposition « Hergé » au Grand Palais, archétype de l'institution culturelle, fut une étape cruciale, fin 2016, de ce processus de reconnaissance. La création de collections de bande dessinée dans les catalogues des grands éditeurs généralistes en est un autre symptôme. Idem, donc, de ce numéro du *Débat*, dont l'éditorial a quasiment valeur d'onction: « Certains de nos lecteurs seront peut-être

surpris par le thème de ce numéro spécial qu'ils n'auraient pas cru dans les cordes du *Débat*. (...) [La bande dessinée] a conquis de nouveaux publics, démultiplié ses registres, élargi ses ambitions. Après le cinéma et la photographie, qui avaient connu une trajectoire analogue, elle a acquis peu à peu la dignité d'un art à part entière. »

**Fine fleur des spécialistes**

Afin de cerner au mieux ce « phénomène de consécration », la revue, fondée par l'historien Pierre Nora en 1980, n'a pas lésiné sur les moyens. De la BD franco-belge au manga, des comics américains à l'icône absolue qu'est Tintin, le médium est décortiqué sous tous ses angles: artistique, économique, sémantique, politique, pédagogique... La fine fleur des spécialistes de la BD (Thierry Groensteen, Benoît Peeters, Jean-Pierre

Mercier) côtoie des philosophes (Rémi Brague, Jean-Luc Marion), des romanciers (Tristan Garcia, Pierre Assouline), un directeur de recherche à Sciences Po (Jean-Marie Bouissou), un historien (Pascal Ory), une sociologue (Nathalie Heinich), un ancien ministre (Hubert Védrine)...

Et même un Prix Nobel de littérature, Jean-Marie Le Clézio, qui, dans un texte court, confie avoir rêvé de devenir auteur de BD quand il était enfant. Il produisit d'ailleurs, « entre 12 et 14 ans, plusieurs albums, dont les lecteurs étaient [ses] camarades de classe ». La difficulté à dessiner les mains l'a ensuite dissuadé de poursuivre dans cette voie.

Un seul auteur de bande dessinée figure au sommaire: Tardi, interviewé par l'ancien directeur artistique du Festival d'Angoulême Benoît Mouchart, actuellement directeur du département BD de Casterman. Le créateur d'Adèle Blanc-Sec y

raconte, de manière touchante, son addiction au travail: « Je me réveille le matin en regardant ce que j'ai fait la veille, avec satisfaction ou mécontentement! C'est mon mode de vie, ma façon d'abattre les jours... Je n'ai aucune existence mondaine. Le seul endroit où je me sente bien, c'est mon atelier. A l'extérieur, je ne suis pas vraiment à mon aise. (...) Et une fois que j'ai terminé une histoire, je fais une grosse dépression parce que je ne sais pas encore ce que je vais raconter ensuite... »

Outre son côté un peu fourre-tout, on reprochera à ce numéro la faible place accordée aux illustrations. Elles sont moins de trente, qui plus est mal reproduites, sur un total de 200 pages. « Les contraintes éditoriales d'une revue conçue en fonction de l'écrit ont limité nos possibilités de recourir à l'image », s'excuse la publication. ♦

FRÉDÉRIC POTET

## GRANDES UTOPIES 2|6

Les cités idéales inventées entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle ont nourri de nouveaux imaginaires politiques. Qu'en reste-t-il ?  
Cette semaine, Thomas More et son livre « Utopia », publié en 1516

# LA MÈRE DE TOUTES LES CHIMÈRES

**A**nvers, 1515. Envoyé dans les Flandres pour s'occuper d'affaires commerciales, l'Anglais Thomas More, avocat des marchands de Londres, profite de cet exil pour coucher sur le papier un projet qu'il mûrit depuis plusieurs années. Dans ce comptoir de vente des épices venues des colonies portugaises, il imagine un récit de voyage vers Utopia, une île inconnue où chacun est l'égal de l'autre : tous les citoyens vivent sans propriété privée ni argent dans un bonheur parfait. De retour dans la capitale britannique, il y ajoute un premier volet qui critique l'Angleterre de Henry VIII.

Cet homme pragmatique possède plusieurs cordes à son arc : engagé en politique comme membre de la Chambre des communes et vice-shérif de Londres, Thomas More est un humaniste proche de penseurs comme Pierre Gilles, Guillaume Budé et surtout Erasme, qui a publié cinq ans plus tôt *Eloge de la folie*. « Je crois avoir loué la folie d'une manière qui n'est pas tout à fait folle », écrit Erasme. Les deux hommes se mettent d'accord pour que Thomas More écrive un éloge de la sagesse qui soit le pendant de l'éloge de la folie d'Erasme. Mais une sagesse pas tout à fait sage, rassemblée dans un trait de génie sous le nom d'Utopia.

## Pays inconnu

Avant Thomas More, jamais personne n'a jamais utilisé ce terme. Il joue volontairement de l'ambiguïté d'un mot qui évoque à la fois un lieu qui n'existe nulle part (« ou-topos ») et un lieu de félicité (« eu-topos »). Cette invention sémantique dont on connaît la postérité ne doit rien au hasard : alors que le Moyen Âge chrétien ne pouvait concevoir d'au-delà que céleste, les penseurs de la Renaissance s'autorisent à projeter un paradis terrestre peuplé d'êtres humains. L'île d'Utopia est le premier du genre.

Thomas More imagine un dialogue avec un certain Raphaël Hytlodée qui découvre, lors d'un voyage, un pays épris de justice et d'égalité. Cette ex-croissance surgie des flots présente quelques ressemblances avec l'Angleterre. La capitale porte ainsi le nom d'Amaraote qui, en grec, signifie « ville obscure », une image qui n'est pas sans évoquer les brumes londoniennes. Ce pays inconnu en forme de croissant de lune se compose en outre de 54 cités – autant que de comtés dans l'Angleterre de l'époque.

Mais la comparaison s'arrête là. Car les Utopiens ne connaissent ni la propriété privée, ni l'argent. Les maisons leur sont attribuées par tirage au sort et ils en changent tous les dix ans. Au marché, toutes les denrées sont gratuites. Ce peuple vit sous le signe de l'égalité : les habitants parlent tous la même langue et ils sont habillés à l'identique, le vêtement permettant seulement de distinguer les hommes des femmes et les célibataires des personnes mariées. Ils participent chacun à leur tour aux travaux des champs.

Rien ne manque aux Utopiens : tout ce dont ils ont besoin pour vivre leur

est offert. La société leur procure un moyen de subsistance indépendamment des travaux qu'ils exécutent. « Partout où la propriété est un droit individuel, où toutes les choses se mesurent par l'argent, là on ne pourra jamais organiser la justice et la prospérité sociale, à moins que vous n'appeliez juste la société où ce qu'il y a de meilleur est le partage des plus méchants, et que vous n'estimiez parfaitement heureux l'Etat où la fortune publique se trouve la proie d'une poignée d'individus insatiables de jouissances, tandis que la masse est dévorée par la misère », écrit Thomas More.

Le philosophe établit des règles d'organisation qui répondent à une stricte arithmétique. La journée type est millimétrée jusqu'à l'extinction des feux, à 21 heures tapantes. Et chaque ville dessine un carré au sein duquel toutes les rues ont une largeur identique : composées de 6000 familles qui ne peuvent contenir plus de seize adolescents, elles sont bordées d'édifices qui forment deux rangs continus. « Nulle part il n'existe de société aussi parfaitement organisée », précise l'auteur.

Les institutions politiques sont fondées sur le principe de l'élection. Tous les ans, chaque ville élit aux postes de députés trois vieillards expérimentés. Les familles sont dirigées par des magistrats, eux aussi élus tous les ans. Ces représentants choisissent au scrutin secret un prince – nommé à vie sauf en cas de dérive tyrannique – parmi quatre citoyens proposés par le peuple. L'auteur imagine des garde-fous pour empêcher l'arbitraire. Les questions de haute importance sont tranchées en assemblées du peuple et l'île entière est parfois consultée.

Ce régime démocratique reste cependant très hiérarchisé : les hommes exercent leur domination sur les femmes, les vieux sur les jeunes, les parents sur les enfants. Et, en bout de chaîne, les esclaves exécutent les pires

travaux, même si cette condition n'est pas héréditaire : elle est réservée aux prisonniers de guerre arrêtés les armes à la main et aux étrangers coupables de grands crimes condamnés à mort dans leur pays. La liberté religieuse règne sur l'île mais, si on ne condamne pas les « matérialistes », ils ne peuvent pas occuper une fonction publique.

ressources et des richesses. Mais son utopie ne correspond pas à un programme. » S'il critique la monarchie absolue et ses privilèges, s'il donne à voir un monde meilleur, c'est de manière « oblique », ajoute le philosophe Miguel Abensour dans *L'Utopie de Thomas More à Walter Benjamin* (Sens & Tonka, 2000). « Le projet politique, la

Gilbert Garcin est né à La Ciotat (Bouches-du-Rhône) en 1929. Il vit et travaille à Marseille. C'est à l'âge de la retraite qu'il découvre le photomontage en noir et blanc, où il se met en scène, jouant avec les codes artistiques et l'autodérision. La galerie Montesquieu, à Agen, lui consacra une exposition du 23 septembre au 15 octobre, dans le cadre des 6<sup>e</sup> Rendez-vous photographiques d'Agen.



« Surmonter les obstacles » (2005), de Gilbert Garcin - Gilbert Garcin/Galerie Camera Obscura

## Thomas More établit des règles d'organisation qui répondent à une stricte arithmétique. La journée type est millimétrée jusqu'à l'extinction des feux, à 21 heures tapantes

Le livre *Utopia* connaît un succès immédiat. Deux ans à peine après sa publication, le manuscrit est réédité une première fois à Bâle, puis à Florence, Venise et Vienne. Traduit en français dès 1517, il conquiert l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal. Curieusement, il faut attendre 1551 pour qu'il soit publié en anglais, dans une version qui sera réimprimée une centaine de fois. Certains voient alors dans *Utopia* un simple jeu littéraire, d'autres en font un programme politique. Ce n'est pourtant ni l'un ni l'autre.

### Défense du revenu universel

« La vision imaginaire est adossée à une expérience du réel, analyse François Rosset, professeur de littérature française à l'université de Lausanne. C'est parce que la législation permet alors toutes sortes d'abus de la part des plus riches que Thomas More se pose la question de la juste distribution des

recherche du meilleur régime, passe nécessairement par le recours à une forme nouvelle d'écriture. »

Ce biais explique-t-il que ce texte d'une audace exceptionnelle ait échappé à la censure ? Est-il possible que Henry VIII n'en ait pas eu connaissance ? Quoi qu'il en soit, Thomas More doit son ascension politique à un roi qu'il poursuit de sa plume satirique : il devient membre du conseil privé de Henry VIII en 1517 et chancelier d'Angleterre en 1529. Il refuse cependant de rompre avec l'Eglise catholique pour servir les intérêts personnels du monarque : cette décision lui vaut d'être décapité. Béatifié au XIX<sup>e</sup> siècle, canonisé au XX<sup>e</sup>, Thomas More finit en martyr, ce qui a sans doute contribué à façonner son mythe.

Au XX<sup>e</sup> siècle, sa légende se propage jusqu'en Union soviétique, où des ouvrières et des ouvriers, exaltés par la

révolution d'Octobre, donnent à leur soviétique le nom de Thomas More, faisant de lui l'ancêtre de la lutte des classes, le précurseur de l'idéal communiste et un pionnier du combat pour l'égalité. Un siècle plus tard, on le convoque pour défendre le revenu universel, une mesure qui consiste à verser une somme d'argent sans condition ni contrepartie à tout individu, qu'il soit chômeur, salarié, retraité, étudiant – une idée présente dans *Utopia*.

D'autres voient en Thomas More le père de la « réduction du temps de travail ». Il suffirait, affirme en effet l'auteur, que tout le monde travaille six heures par jour – y compris les « oisifs », les « religieux fainéants » et les « riches propriétaires » – pour produire en abondance les biens utiles à la communauté. « Au fond, c'est à la Renaissance que naissent des utopies de limitation du temps de travail, à six heures (dans la première Utopie des temps modernes, celle de Thomas More) ou quatre heures (Tommaso Campanella au siècle suivant) », estime Corine Maitte et Didier Terrier, professeurs d'histoire moderne et contemporaine à l'université respectivement de Marne-la-Vallée et de Valenciennes, dans un numéro de la revue *Genèses*.

Preuve, s'il en est, de la puissance de ce texte, nombre de réformateurs se revendiquent aujourd'hui de lui pour défendre leurs propositions. « Ce modèle est pourtant inapplicable car il vient d'un monde très différent du nôtre, nuance François Rosset. En revanche, il est important de retenir que, pour Thomas More, il ne suffit pas de constater les inégalités : il faut mettre en mouvement notre imagination pour aboutir à des solutions nouvelles. » ♦

MARION ROUSSET

La semaine prochaine : « La Cité du soleil », de Tommaso Campanella, publié en 1623.

Comment affronte-t-on la vérité dans l'exercice de son métier ? Nous avons demandé à six personnalités d'y réfléchir. Cette semaine, l'avocat François Saint-Pierre

# LE DROIT AU MENSONGE

PAR FRANÇOIS SAINT-PIERRE

**A**vril 2014, à Rennes. Je suis avocat, et je défends devant la cour d'assises un homme qui, depuis des années, clame son innocence pour le meurtre dont on l'accuse, lorsque, à la troisième semaine du procès, vient témoigner son propre fils, qui tout à coup l'affirme : son père lui a avoué avoir commis ce crime. Stupeur ! Et lorsqu'il laisse entendre que, moi aussi, son avocat, j'étais naturellement au courant, des murmures d'indignation se font entendre dans la salle d'audience...

A cet instant, le poids d'un soupçon terrible m'accable : celui du mensonge. Depuis le début de ce procès, j'aurais trompé les jurés et les magistrats de la cour d'assises, pour défendre un homme que je savais coupable ? Que répondre à cela ? Que ce fils avait toujours soutenu son père, à ses côtés, lors de ses précédents procès ? Qu'ils s'étaient ensuite disputés pour de sombres histoires d'argent ? Bien sûr. Mais cela ne m'exonérerait pas de ce reproche de cynisme.

Comme tout avocat, je m'étais entretenu avec mon client sous le sceau du secret professionnel. Il s'était confié à moi, je l'avais conseillé, nous avions choisi une stratégie de défense que j'avais mise en œuvre, avec des succès et des échecs. Ne m'aurait-il pas avoué, à moi, son avocat, la vérité ? Mais, à cette question, nul avocat n'a le droit de répondre. Le ferait-il qu'il serait radié du barreau. En revan-

che, chaque avocat est libre d'accepter ou non la cause d'un client.

## Paradoxes insolubles

Moi, j'avais accepté la sienne. Je m'étais battu pour obtenir ce nouveau procès, et je comptais bien décrocher son acquittement, devant cette cour d'assises qui subitement ne me croyait plus, et ne pourrait plus croire ce que je lui dirais si je ne retrouvais pas son écoute. Dans ces instants de solitude profonde, je songeais à ce curieux métier d'avocat, à son histoire ancienne, à la constance et à la détermination qu'il faut pour l'exercer, à ses paradoxes décidément insolubles.

Il m'est alors revenu en mémoire le cas de Maurice Garçon, cet illustre avocat dont le *Journal* a récemment été publié (Belles Lettres, 2015) et qui, après-guerre, avait eu à défendre René Hardy, un résistant qui fut accusé d'avoir livré Jean Moulin à la police allemande, à Caluire, en juin 1943. Au lendemain de son acquittement, on apprit qu'Hardy avait été arrêté puis relâché par la Gestapo, quelques jours avant l'arrestation de Moulin, ce qu'il avait pris soin de taire lors de son procès.

Garçon se justifia, expliquant qu'Hardy lui avait menti à lui aussi, mais que son mensonge était justifié par les nécessités de sa défense, car eût-il dit la vérité il n'aurait jamais été acquitté ! Garçon, ce moraliste qui écrivit dans l'un de ses livres qu'un « *avocat qui saurait son client coupable n'a pas le droit d'user de rhétorique pour tenter de démontrer une inno-*

François Saint-Pierre est avocat. Il est notamment l'auteur d'« Au nom du peuple français. Jury populaire ou juges professionnels ? » (Odile Jacob, 2013).

*cence qu'il saurait contraire à la vérité* » reconnaissait, confronté à la dureté du procès, un droit moral au mensonge.

C'est un débat vieux comme le métier d'avocat ! Garçon, ce lettré, citait Platon, qui, dans le *Gorgias*, interdisait d'user de rhétorique pour tromper la justice. Mais il avait aussi lu Cicéron, qui enseignait que la défense « *est un art qui repose sur le mensonge, qui parvient rarement à la connaissance du vrai, qui cherche à exploiter les opinions et souvent même les erreurs des hommes* » ! Avocat ? « *Cette profession où plus l'on ment, plus l'on a de succès* », avait tranché saint Augustin, avant que Thomas More, dans son *Utopie*, n'en prône la suppression...

Lourd héritage ! Serait-il donc impossible de vouloir, « en même temps » (une expression au goût du jour), défendre un accusé et dire la vérité ? A moins que cette formulation binaire ne rende pas compte de la complexité de la question. Car avant tout, au tribunal, un avocat a une fonction précise, comme l'avait déjà dit Tacite, dans ses *Annales* : « *Empêcher un homme d'être à la merci de la force* », c'est-à-dire de l'arbitraire, de l'abus de pouvoir ou de l'erreur judiciaire.

Cette mission-là est essentielle, non seulement pour la personne qu'il défend, mais pour tous, pour la société entière, dont ce sont les droits qui sont en jeu dans chaque procès. Dans un procès en diffamation, plus que les propos en cause, c'est la liberté d'expression que l'on juge. Lorsqu'un avocat conteste la légalité d'écoutes téléphoniques, il le fait au nom du droit au secret, à la confidentialité, contre celui de l'Etat de tout savoir sur tout le monde.

On ne demande pas alors à cet avocat de jurer de dire la vérité, ni de s'assurer que son client la dise, car l'on considère qu'il y a une valeur supérieure à la vérité due aux juges : la sûreté des personnes, au sens de la garantie de leurs droits fondamentaux. Même dans une démocratie, le pouvoir comporte toujours un risque d'abus de pouvoir. Le propre d'un Etat de droit, c'est de fixer des règles qui limitent ces abus et de confier aux juges le soin de les faire respecter. C'est aux avocats qu'il revient de le

leur demander, au nom de leurs clients, quelle que soit l'accusation.

## Secret professionnel

Cette hiérarchie relative des valeurs n'a rien d'immoral, elle est au contraire la condition de la sauvegarde des libertés, et parfois de la vie, lorsqu'elles sont injustement menacées. Benjamin Constant l'avait expliqué, dans un petit livre écrit en 1796, à dessein titré *Le Droit de mentir*, dans lequel il avait soutenu que « *dire la vérité est un devoir qui, s'il était pris d'une manière absolue et isolée, rendrait toute société impossible* » : le mensonge peut être parfois légitime.

C'est pour accomplir cette mission si paradoxale mais nécessaire que les avocats ont un statut particulier, avec des privilèges : le secret professionnel, au nom duquel ils ont le droit de s'entretenir confidentiellement avec leurs clients sans que personne, pas même le juge d'instruction ou les policiers, puisse les écouter ; ainsi que l'immunité judiciaire, au nom de laquelle ils ont celui de s'exprimer librement devant les tribunaux, sans risquer d'être eux-mêmes poursuivis.

Mais ils ont aussi des devoirs, parmi lesquels l'interdiction formelle de « *sciemment donner au juge une information fautive ou de nature à l'induire en erreur* », autrement dit d'inventer de toutes pièces une version des faits pour tirer d'affaire leur client (des « faits alternatifs », comme diraient certains) ou, pis, de produire un faux ou de suborner des témoins – c'est évident. Les avocats ont une déontologie, en dehors de laquelle ils ne sont plus que des bonimenteurs indignes.

J'en étais là de mes réflexions, à Rennes, lorsque le président de la cour d'assises me donna la parole, pour défendre mon client, dont le fils s'était fait l'accusateur. Juges et jurés m'écoutèrent avec attention, « *avec patience* », comme le demandait Victor Hugo lorsqu'il plaquait. Puis ils s'en allèrent délibérer, et revinrent donner leur verdict. Ce soir-là, ce fut une condamnation. ♦

La semaine prochaine : le scientifique Eric Guilyardi.

« Avocat ? “ Cette profession où plus l'on ment, plus l'on a de succès ”, avait tranché saint Augustin, avant que Thomas More, dans son “ Utopie ”, n'en prône la suppression... »

OBJETS DE COMPAGNIE 2|6

# LE CHIC SOUS ALGORITHMES

Interactifs, parfois doués de parole, les objets intelligents proposent de nous assister, nous éduquer ou peupler notre solitude. Cette semaine, voici Echo Look, le coach stylistique



Isabel Espanol

**T**u me préfères dans cette tenue? Ou plutôt celle-ci? Bientôt, cette discussion n'aura plus lieu d'être – du moins, entre humains. C'est en tout cas ce que semble envisager Amazon, qui a décidé de confier la lourde tâche du choix quotidien des vêtements à un nouvel objet intelligent, Echo Look, présenté au public en avril.

Imaginez une petite enceinte portable, haute de 16 centimètres, posée sur son socle blanc. Sur sa façade de verre noir, un petit cercle lumineux s'active quand il est en fonction, rappelant l'œil de verre clignotant du célèbre – et inquiétant – ordinateur HAL 9000 de 2001 : *l'odyssée de l'espace*, le film de Stanley Kubrick.

Echo Look a été conçu pour conseiller ses propriétaires sur le look qu'ils voudraient adopter. Équipé d'une caméra à flash intégré, l'objet vous photographie à la demande, produisant une photo au fond flouté – « pour être sûr que vos habits ressortent bien », explique la vidéo de présentation. Il réalise si besoin un court enregistrement vidéo, vous filmant sous tous les angles (et toutes les coutures).

Echo Look est un coach stylistique. Il évalue quels habits vous siéent le mieux, dès lors que vous posez devant lui avec deux tenues différentes. Aussitôt, son application les compare et vous indique celle qui vous va le mieux – et vous conseille au passage, bien évidemment, d'autres tenues si-

milaires à acheter sur Amazon.

Comment Echo Look réussit-il une telle évaluation? D'où lui vient un jugement si sûr? « Il combine ce qui se fait de mieux en apprentissage automatique avec des conseils de spécialistes de la mode », explique ses créateurs. Selon quels critères esthétiques? Interrogé, Amazon ne donne aucun détail à ce sujet, ni même sur les « spécialistes de la mode » avec lesquels l'entreprise assure qu'elle a travaillé.

Car le cerveau d'Echo Look a été « entraîné », comme le disent les spécialistes en intelligence artificielle (IA), avec des milliers d'images de mode, dont une partie ont été estampillées comme « bonnes » par des experts, permettant ainsi à la machine de faire la différence entre une jolie tenue et une autre. Comment arrive-t-elle ensuite à déduire ce qui met en valeur une personne en particulier? Des critères de taille, de couleur des cheveux et de peau, d'embonpoint, de morphologie ont-ils été choisis? Là encore, aucune réponse n'est donnée par Amazon à ces questions.

#### Élimination des candidats noirs

Elles ne sont pas anodines. Ce n'est pas la première fois qu'on demande à une intelligence artificielle d'évaluer l'apparence humaine. En septembre 2016, un programme d'IA est devenu jury d'un concours de beauté. Résultat : il a éliminé la plupart des candidats noirs, ce qui a fait scandale. Pourquoi? Les don-

nées sur lesquelles il s'était « entraîné » pour identifier la « beauté » contenaient peu de personnes de couleur. La machine en avait donc déduit qu'une peau claire était un critère de beauté.

Amazon n'a pas rendu public le lot de données qui a nourri Echo Look. Du coup, on peut s'interroger sur l'orientation de ses choix qualitatifs. « L'algorithme d'Echo Look est-il entraîné pour refléter l'opinion des journalistes de Vogue? », interrogeait le site spécialisé dans les nouvelles technologies The Verge. Il n'a jamais eu de réponse.

Pourtant, la machine d'Amazon est présentée comme donnant un avis objectif. Elle produirait un jugement neutre du fait même d'être une machine, c'est-à-dire d'être moins influençable que les humains. Son choix « cet habit te va bien » serait plus fiable, alors qu'il renforce certainement les modèles d'apparence les

plus cotés de notre société – et notamment ceux mis en vente sur Amazon.

Autre question peu anodine : installée dans la chambre à coucher, Echo Look campe au cœur de notre vie privée. Elle y braque en permanence un appareil photo et une caméra, elle s'empare de notre image, elle juge nos manières.

« Echo Look est un exemple frappant de la manière dont la société de surveillance s'impose de plus en plus dans notre vie, et dans notre dos, s'inquiète la psychologue Sherry Turkle, qui est aussi directrice du département sur la technologie et l'autonomie du MIT (Massachusetts Institute of Technology). On trouvait pratique au début qu'Amazon connaisse notre historique d'achats, parce qu'il pourrait nous recommander des produits susceptibles de nous intéresser. Et au fur et à mesure, parce que nous ne sommes pas

sensibilisés à la façon dont on empiète sur notre vie privée, nous nous retrouvons avec des technologies de plus en plus intrusives. »

De fait, la technologie d'Echo Look offre des possibilités bien plus vastes à Amazon que la simple comparaison de tenues et la suggestion d'achat – même si l'entreprise assure, sans toutefois le graver dans le marbre, que l'objet s'en contente pour l'instant. En nous observant tous les jours – notre visage, notre expression, notre corps –, équipée d'autres logiciels analytiques, la machine pourrait, un jour proche, décrypter nos comportements quotidiens, déceler des signes de fatigue, de dépression, de colère, de maladie – et continuer à intervenir dans nos vies.

Elle pourrait aussi, en captant le décor de notre maison, récupérer d'autres informations précieuses sur nos goûts en ameublement, en littérature, en cinéma, et, pourquoi pas, sur les gens que nous fréquentons. Un tel futur relève-t-il d'un inquiétant scénario de science-fiction? « Je souhaite que ces nouvelles technologies intrusives, en rendant réelles des dystopies, permettent aux consommateurs d'ouvrir les yeux pour qu'ils se mobilisent en tant que citoyens », se prend à espérer Sherry Turkle. ♦

MORGANE TUAL

**La machine pourrait, un jour proche, décrypter nos comportements quotidiens, déceler des signes de fatigue, de dépression, de colère, de maladie**

La semaine prochaine : Lyrebird, l'application capable d'imiter la voix

FRENCH FOOD 2|6-PAR ZEINA ABIRACHED



► Quels rapports les Français entretiennent-ils avec la nourriture? Regards amusés de six auteurs étrangers de bande dessinée installés dans l'Hexagone. Cette semaine: Zeina Abirached.

Née à Beyrouth en 1981, elle a étudié à l'École nationale supérieure des arts décoratifs, à Paris, avant de se lancer dans une carrière de graphiste et d'auteure de bande dessinée. Elle a publié en 2015 *Le Piano oriental* (Casterman), un récit miroir sur le thème de la double culture dont le personnage central est un piano « bilingue » pouvant jouer des quarts de ton, inventé par son grand-père. Elle vit entre Paris et le Liban.

La semaine prochaine: Miles Hyman (États-Unis).